



Le ministre de la Fonction Publique, Monsieur Guérini, est de passage dans notre département vendredi 16 février. FO Fonction Publique (UIAFP-FO 53) avec son Union départementale FO, a demandé au ministre de recevoir une délégation de représentants FO des différentes administrations (Education Nationale, Préfecture, hôpital, DGFIP, collectivités...).

Mais monsieur le ministre Guérini préfère passer du temps à soigner son image et son opération de communication, plutôt que de venir à la rencontre des représentants des agents de la Fonction Publique. En effet, jeudi 15 février, nous apprenions que des fonctionnaires étaient méticuleusement sélectionnés puis contactés pour participer à l'opération de propagande du ministère, rebaptisé pour l'occasion « Débat » comme savent bien le faire depuis 2017 les agents de la Macronie.

Monsieur Guérini refuse donc de recevoir les organisations syndicales et nous renvoie vers un conseiller de son cabinet. Ainsi, il préfère instrumentaliser la colère qui gronde avec un débat truqué dont les conclusions sont déjà connues, puisque le président Macron a clairement annoncé qu'il ne changeait rien au fond de sa politique et qu'il « maintenait le cap » contre les services publics et les droits collectifs des salariés.

Débattre ou combattre ?

Pour la CGT-Force Ouvrière poser la question c'est y répondre. Est-ce qu'une seule réforme ces dernières années a permis l'amélioration des services publics, des conditions de travail des agents, d'accueil des usagers ? **Qui peut rester aveugle et sourd au démantèlement minutieux de l'École Publique, de l'Hôpital Public ?**

Alors que la paupérisation des agents de la Fonction Publique se généralise, le gouvernement Macron prévoit ni plus ni moins de liquider les garanties statutaires pour y préférer le mérite individuel et l'arbitraire.

Monsieur Guérini et Monsieur Macron ont oublié depuis longtemps que la Fonction Publique n'est pas une start-up, et que les fonctionnaires ne sont pas au service du gouvernement, mais de l'Etat, pour l'égalité des droits, et l'égalité d'accès à la santé, à l'Education, aux services.

Pour sa part, FO ne cautionnera pas cette nouvelle mascarade et rappelle son attachement à de véritables négociations salariales, qui plus est dans un contexte inflationniste qui place les agents dans des situations parfois intenable. L'UIAFP FO 53, mettra tout en œuvre pour mettre en échec les contre-réformes et politique de casse des services publics.

FO Fonction Publique en Mayenne rappelle à Monsieur Guérini que les agents de la Fonction Publique ne veulent pas de débat ou de rémunération au mérite. Ce que veulent les fonctionnaires, c'est la satisfaction de leurs revendications :

- l'augmentation des salaires par l'augmentation du point d'indice, à la hauteur des pertes subies depuis des années et par la revalorisation indiciaire des grilles
- le recrutement de personnels sous statut à hauteur des besoins.
- le respect de leurs missions, définies dans le cadre du Statut général et de leurs statuts particuliers.
- l'arrêt des mesures inégalitaires et en particulier la suppression de la loi Dussopt et de PPCR
- le maintien d'une seule valeur du point d'indice pour toute la Fonction Publique
- le maintien des corps, cadres d'emploi et grade au sein de catégories statutaires
- la parité indiciaire corps et grades analogues (à diplôme égal – grille équivalente).

Les prochaines semaines seront décisives, c'est pourquoi FO Fonction Publique, invite tous ses syndicats et ses sections à réunir les agents en Assemblée générale pour lister les revendications et préparer le rapport de force nécessaire, à commencer par la grève dans l'unité la plus large à partir du 19 mars.

A Laval le 15 février 2024

UIAFP FO 53 Union Inter-fédérale des Agents de la Fonction Publique, CGT-FO de la Mayenne

Bourse du Travail, 6 rue Souchu Servinière, 53000 Laval

Tel. : 06 52 32 30 45 – @ : uiafpfo53@gmail.com